

Diagnostic territorial pour l'emploi et la formation 2012

Pays d'Ancenis

Sommaire

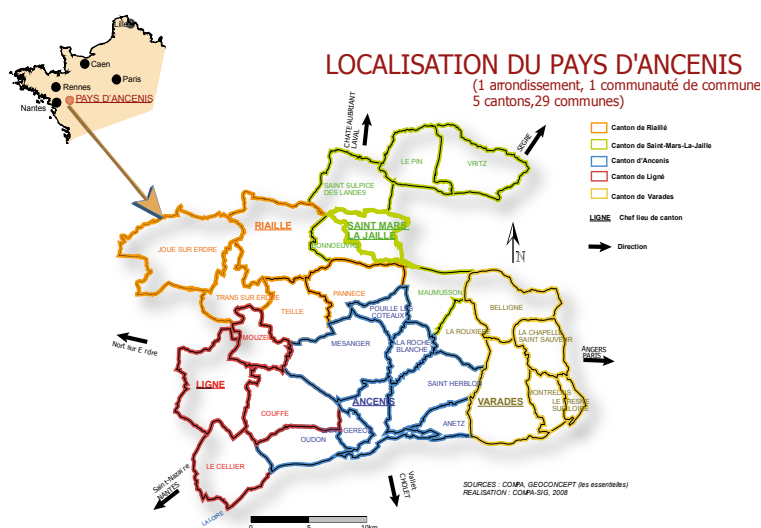
Activité économique	p.2
Marché du travail	p.3
Exemples de coopérations locales	p.4

Le Diagnostic Territorial Emploi Formation 2012 a pour objectif de construire une vision partagée actualisée du pays d'Ancenis. Il a vocation à être utilisé comme base de réflexion et d'actions à mettre en œuvre sur le territoire pour les acteurs publics et privés.

Il est basé sur une démarche partenariale et participative qui s'appuie, d'une part sur des informations statistiques disponibles, et complété d'autre part, par des données qualitatives des acteurs.

Co-animation

Luc LE CORVEC et Laure-Clémence PORCHEREL, UT 44 de la DIRECCTE (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi) et Raphaëlle MERLET, Comité de Bassin d'Emploi du Pays d'Ancenis. Avec la participation de Pascal LIAIGRE, agence Pôle Emploi Ancenis.



Partenaires

ADIRA, Agences d'Emploi (ADIA, ADECCO, PROMAN, Synergie), CEFRES, Chambre d'Agriculture 44, Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes Saint Nazaire, Chambre de Métiers et de l'Artisanat 44, CODELA, Comité de Bassin d'Emploi, COMPA, Conseil Régional Pays de la Loire, DGAS Ancenis, Erdre et Loire Initiatives, Lycée Jean-Baptiste ERIAUX, Mission Locale du pays d'Ancenis, Maison de services aux publics du canton de Riaille, Pôle Emploi Ancenis, Sous-préfecture Ancenis, Trocantons, UPA 44, UT 44 de la DIRECCTE.

Évolution de l'emploi salarié de 2010 à 2011¹

+3,1%

Loire-Atlantique (LA) : + 2%
Pays de la Loire (PdL) : + 1,36%

Évolution de la demande d'emploi de nov. 2011 à nov. 2012²

+14,7%

Loire-Atlantique : + 11,8%
Pays de la Loire : + 13,9%

Évolution annuelle des offres d'emploi durables³ de nov. 2011 à nov. 2012²

- 33,2 %

Loire-Atlantique : -18,4%
Pays de la Loire : -20,1%

Les chiffres-clés du pays d'Ancenis :

29 communes
60 044 habitants⁴
4521 établissements⁵
23 370 emplois total⁶
17 440 emplois salariés privés¹
3831 demandeurs d'emploi en cat. ABC²

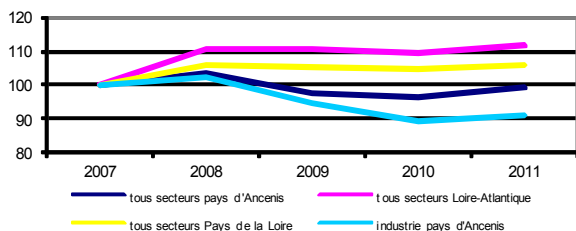
Sources

1. URSSAF, Emploi salarié au 31 déc. 2011
2. Pôle Emploi Pays de la Loire, Nov. 2012.
3. Pôle Emploi désigne par offre d'emploi durable un CDD de + 6 mois ou un CDI.
4. INSEE / RP 2010 : Population légale / population municipale
5. INSEE au 31 décembre 2010
6. INSEE / RP 2009 : emplois total (salariés/non salariés) au lieu de travail

L'activité économique

En 2011, l'emploi salarié retrouve une évolution positive après deux années de perte d'emplois

Evolution de l'emploi salarié tous secteurs et industrie de 2007 à 2011 (base 100) - Pays d'Ancenis - Source URSSAF



Malgré un nouvel élan économique début 2012, ralentissement de l'activité économique au 2nd semestre

- L'élan du début 2012, qui s'est traduit notamment par une hausse du recours à l'intérim, ne s'est pas confirmé au 2nd semestre.
- Des difficultés sont identifiées au 3^{ème} trimestre dans certaines entreprises, quel que soit le secteur (métallurgie, industrie agro-alimentaire, construction, commerce...) et la taille de l'entreprise : carnets de commande réduits, manque de visibilité, trésoreries fragilisées, suspension ou arrêts des projets de recrutements, de développement, d'investissement...
- Les entreprises sont en recherche du maintien de leurs effectifs, d'optimisation de leur organisation du travail, de la gestion des périodes de ralentissement de l'activité sans coût supplémentaire. Elles recherchent une certaine flexibilité. Certaines appliquent la modulation du temps de travail ou la récupération des heures supplémentaires. Le recours au chômage partiel est peu important, mais progresse en fin d'année.

Un environnement instable qui bouscule les repères des entreprises

- La crise a modifié les repères antérieurs pour la plupart des entreprises. Celles-ci doivent s'adapter continuellement à leur nouvel environnement plus instable pour maintenir et développer son activité.
- Le manque de visibilité sur les carnets de commande, l'inquiétude à gérer les salariés, les contraintes réglementaires et fiscales..., cette instabilité peut fragiliser l'entreprise et le territoire.
- Ainsi, les méthodes de recrutement évoluent avec des offres d'emploi plus précaires : -33% de contrats durables (CDD de 6 mois et plus ou CDI), + 13% d'intérim, entre nov. 2011 et nov. 2012. Cela traduit la prudence des entreprises (cf. p.3).
- L'intérim qui, avant 2008, pouvait être une passerelle vers l'emploi, reste une variable d'ajustement pour l'entreprise.
- Par ailleurs, certains donneurs d'ordre locaux, grands pourvoyeurs d'emplois, ont changé de stratégie, accélérant le passage d'une approche locale et nationale à une vision mondiale et internationale. Dans ce contexte, quel en sera l'impact sur l'économie et l'emploi local ?

Une période délicate, mais propice à la diversification et à l'innovation pour les entreprises

- Dans ce contexte, pour sécuriser l'activité et assurer son développement, l'entreprise doit être innovante, créative, se diversifier.
- Certaines entreprises décident de travailler en réseau et de créer des coopérations.
- Elles peuvent également recourir à des conseils externes (conseils en ressources humaines, sur la démarche qualité, la stratégie, le financement, l'organisation, l'export...) facilités par certains dispositifs publics (exemples : Charte d'engagement territorial cf.p.4 ; Dinamic Entreprise de la CCI...)
- Par ailleurs, il semble opportun pour les grands donneurs d'ordre d'accompagner leurs sous-traitants dans leur diversification.

- Entre 2010 et 2011, l'emploi salarié a légèrement progressé : +3.1% (LA : 2% ; Pdl : +1,3%), soit + 524 emplois, sans pour autant retrouver le niveau atteint avant la crise. C'est surtout l'intérim qui profite de cette évolution sur cette période (+31%).
- Les autres secteurs ont connu une hausse modeste de l'emploi salarié (commerce : +0.3%, industrie : +2,2%, hôtellerie restauration : +2.2%, autres services : +0.2%, construction : +5.2%).

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS), véritable acteur de l'économie locale

- Plus de 2850 salariés, soit 18,1% de l'emploi salarié privé (14,1% en région).
- 257 établissements employeurs : dont 92% d'associations, 7% de coopératives et 1% de mutuelles. 89% des établissements ont moins de 10 salariés (Loire-Atlantique 90,5%)

Répartition des emplois salariés par type de structure dans le pays d'Ancenis



Source : CRESS Pays de la Loire

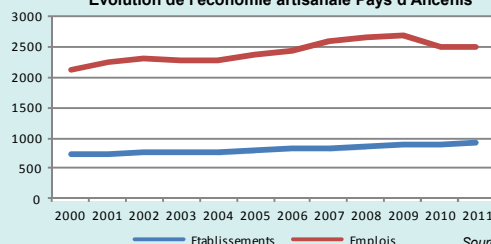
- Les activités de l'ESS touchent principalement l'enseignement, l'hébergement médico-social et social et l'action sociale sans hébergement ainsi que les activités liées aux arts, spectacles et aux activités récréatives (sport).
- Au 31 déc. 2009, sur le Pays d'Ancenis, 41 % des salariés sont âgés de + de 45 ans (dont 12 % chez les 55 ans et +) contre 30 % dans le reste du secteur privé.

Source : Diagnostic de territoire de l'ESS, Pays d'Ancenis, Février 2012
CRESS Pays de la Loire

L'Artisanat reste dynamique, malgré la crise économique

- 2506 salariés et 1031 dirigeants répartis dans 927 établissements artisanaux du pays d'Ancenis, soit 3537 actifs en emploi.
- Les secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois sont la construction (40% des emplois salariés artisanaux), les biens et services industriels, parmi lesquels Métallurgie-travail des métaux, Machines-équipements (25%), l'automobile (11%) et l'alimentation (8%).

Evolution de l'économie artisanale Pays d'Ancenis



Source : CMA 44

- Depuis les années 2000, une évolution constante des emplois (+11% sur 10 ans avec une baisse 7% en 2009) et des établissements (+25% sur 10 ans).
- Les chiffres au 1er janvier 2012 semblent montrer une évolution positive, mais l'année 2012 est incertaine notamment pour la construction.

Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loire-Atlantique

Marché du travail

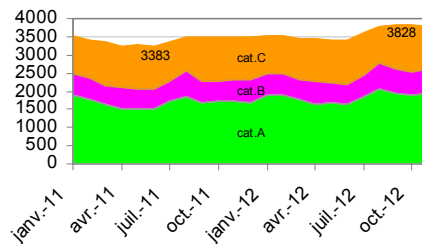
Un chômage en hausse depuis septembre 2011, 3828 demandeurs d'emploi en catégorie (cat.) ABC en sept. 2012, dont 1942 en cat. A.

- **Hausse du nombre de demandeurs d'emploi depuis juil. 2011**, avec une nette accélération depuis juillet 2012 : peu de contrats de remplacement d'été, fermetures d'entreprises, congés anticipés, gel des projets de recrutements...
- +9,5% de sept. 2011 à sept. 2012 pour l'ensemble de demandeurs d'emploi
- **L'instabilité de l'emploi**, effet de la crise de 2008-2009, **semble s'installer et accroître les ruptures de parcours** chez les demandeurs d'emploi : difficultés à accéder à un contrat durable, hausse des propositions de contrats courts ou en intérim, alternances fréquentes entre périodes travaillées et périodes chômées...

NB : Les chiffres de novembre 2012 confirment les tendances observées.

La publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits se fait selon les catégories statistiques suivantes : catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ; catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois) ; catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (+ de 78 heures au cours du mois).

Évolution de la Demande d'Emploi de Fin de Mois (DEFM) cat.A, B et C (de janv. 2011 à nov.2012 Pays d'Ancenis)



Source Pôle Emploi Pays de la Loire

La précarisation de l'emploi touche plus les femmes

- Les femmes sont surreprésentées parmi les demandeurs d'emploi sur le pays d'Ancenis, et principalement dans la cat. C avec 64% (contre 56% en LA et 59% en Pdl).
- La part des femmes parmi les Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (DELD) est plus importante sur le pays d'Ancenis que dans le reste du département et de la région, et ce quelle que soit la catégorie, avec 60% en cat. ABC (contre 53% en LA et Pdl), notamment en catégorie C : 67% (LA : 57% ; Pdl : 60%).
- Ainsi leur retour à l'emploi (à temps partiel et/ou en contrat précaire) n'aboutit pas forcément à une insertion durable, allongeant de fait la durée d'inscription à Pôle Emploi.

2197 femmes demandeurs d'emploi en cat. ABC en sept. 2012 dont 999 en cat. A, soit 51% de la demande d'emploi cat. A (50% en LA et Pdl)

- Plus que les hommes, les femmes sont concernées par des emplois précaires, saisonniers, à temps partiel de plus de 78 heures, d'intérim... Ces activités, bien que salariées, ne leur permettent pas de garantir des ressources suffisantes et sur le long terme ; on parle alors de travailleuses pauvres. Situation renforcée pour les familles monoparentales.
- Les caractéristiques du tissu économique local (majoritairement axé sur l'emploi industriel traditionnellement masculin) renforcent cette situation de précarité des femmes, en période de hausse du chômage.
- C'est parmi les plus jeunes qu'elles sont les plus nombreuses : 63% des femmes demandeurs d'emploi ont moins de 40 ans.

La part des demandeurs d'emploi de longue durée reste importante

- La part des demandeurs inscrits depuis plus d'un an est de 40% et reste légèrement supérieure à la moyenne départementale (37,2%) et régionale (38,1%).
- +19,1% (en cat.A) de sept. 2011 à sept. 2012.

1531 demandeurs d'emploi de longue durée en cat. ABC en sept. 2012 dont 581 en cat.A, soit 30% (29% en LA et 30% en Pdl)

- La part des inscrits depuis plus de deux ans, soit 20,1%, se détache d'un point des moyennes départementales et régionales. En revanche, l'évolution annuelle (+7,8%) est supérieure au département (+5%), mais se rapproche de la région (+7,9%).

Les jeunes : plus vulnérables aux aléas de l'activité économique

- **Hausse du chômage des jeunes** en cat. A : + 20,2% de sept. 2011 à sept. 2012.
- Au 1^{er} semestre 2012, l'emploi a été favorable aux jeunes en intérim. Depuis juillet 2012, les jeunes sont moins sollicités et se retrouvent en concurrence avec les adultes plus qualifiés et expérimentés.

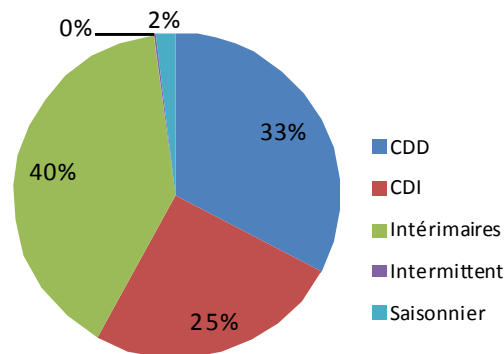
807 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi en cat. ABC dont 392 en cat.A en sept. 2012, soit 20,2%

- **Stabilité des jeunes accueillis en 1^{er} accueil et suivis** à la Mission Locale du pays d'Ancenis qui constate une forte baisse des situations emploi (-26,3% en CDD intérim, -26% en alternance) et des situations formation (-25,6%, contre -16,8% en LA).
- Cette précarisation a des incidences sur leur capacité à se mobiliser sur l'emploi/formation. En l'absence de soutien familial, certains se retrouvent dans des situations sociales dégradées, entraînant des demandes d'aides liées à l'insertion.

Des offres d'emploi précaires, traduisant la prudence des entreprises

- **Fluctuation du nombre d'offres d'emploi enregistrées** à Pôle Emploi Ancenis sur l'année 2012. Les pics d'activités correspondent à des clôtures d'exercices, des fins de chantiers des entreprises ...
- **Forte part des offres précaires** cumulées en un an (oct.11 à sept.12) : intérim (40%) et CDD (33%), tandis que la part des CDI reste faible (25%).
- En sept. 2012, **les offres durables (CDD de 6 mois et +, ou CDI)** ne représentent que 25,9 % des offres, et **diminuent fortement (-40% en 1 an)**.
- **Les entreprises industrielles et du BTP ont moins recours à l'emploi direct** et utilisent plus fréquemment l'intérim, y compris sur des postes qualifiés en production.
- **Les jeunes**, largement majoritaires avant la crise, sont **moins nombreux dans l'intérim**, les agences d'emploi ayant privilégié le recrutement de salariés expérimentés et qualifiés (30-45 ans) pour répondre aux besoins des entreprises.
- Pour autant **certaines offres restent non pourvues**, faute de trouver, sur le marché du travail, des profils qualifiés adaptés aux besoins (ex. soudeurs, techniciens de maintenance, conducteurs de machines, personnel en restauration...).

Répartition de l'offre d'emploi cumulée sur 12 mois par type de contrat de travail (oct. 2011 à sept. 2012)



Source Pôle Emploi Pays de la Loire / Zone d'étude : Pays d'Ancenis

Trois exemples de coopérations locales

La Charte d'engagement territorial

Face à la crise, la Communauté de communes du Pays d'Ancenis (COMPA), l'Etat et la Région ont décidé de co-piloter, en partenariat avec les acteurs locaux, un plan d'action de développement de l'emploi et des compétences dans le cadre d'une Charte territoriale **signée le 7 juillet 2011** par 24 partenaires. Suite à cette signature, trois actions ont été mises en place :

1) **Une cellule d'appui aux projets d'entreprises (CAPE)** animée par la CCI Nantes St Nazaire. *Contact : 02 40 44 60 00*

Mission : détecter les besoins et projets des entreprises et les orienter vers les bons outils et les interlocuteurs qualifiés.

2) **Une cellule « spéciale compétences »**, co-animée par le Comité de Bassin d'Emploi (CBE) du pays d'Ancenis et l'Agence Pôle Emploi Ancenis

Mission : répondre, de façon partagée, aux besoins en compétences identifiées par les entreprises locales. *Contact : 02 40 09 77 00*

3) **Une démarche de labellisation SPO, Service Public de l'Orientation sur le pays d'Ancenis**, co-animée par le CBE et la Mission Locale.

Mission : Dépôt du dossier de labellisation le 4 décembre 2012, en vue d'animer un réseau des partenaires afin d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers désireux de s'orienter ou de se réorienter. Permettre à toute personne, quel que soit son âge, son statut,... d'avoir accès à une information objective sur les métiers, les formations... facilitant la prise de décision par rapport à son orientation scolaire ou professionnelle.

Labellisation officielle par le Préfet de Région le 22 janvier 2013 à Ancenis. Premier territoire labellisé en Pays de la Loire.



L'Union ETAP : c'est le regroupement de 5 structures qui a pour objectif de développer des partenariats avec les entreprises du Pays d'Ancenis en proposant un interlocuteur unique.

Ses membres : Erdre et Loire Initiatives, Trocantons, APTE, Mission Locale et VITAL.

Sa finalité : favoriser l'insertion professionnelle des publics accueillis par les structures membres.

✓ **Une action coordonnée et facilitatrice.**

La plus-value d'ETAP :

- Un circuit court avec l'entreprise
- Une offre de service commune pour les entreprises
- Un accompagnement du public dans la situation d'emploi
- Une mutualisation des compétences et des outils.

6 entreprises sont engagées avec ETAP : LAITA, Terrena, ADIA, Générale des Services, Veolia Eau, Concept Propreté.

Pourquoi cette coopération ?

- **Mutualiser des compétences professionnelles** dans la démarche vers les entreprises
- **Mutualiser des actions** déjà réalisées par chaque structure avec l'entreprise
- **Rapprocher des structures d'insertion pour proposer à l'entreprise une plus grande diversité de publics**

Quelques chiffres en 2012 :

- **Signature de 36 contrats de travaux** (3 CDI, 4 CDD, 23 contrats de mise à disposition, 1 contrat d'apprentissage et 5 contrats de travail temporaire)
- **8 évaluations en milieu de travail.**
- Parallèlement, **108 bénéficiaires** d'ETAP ont participé aux actions de préparation à l'emploi : atelier de technique de recherche d'emploi, forum des métiers, formation Sauveteur Secouriste au Travail...

*Contact : Direction référente : Catherine GABORIT au 02 40 96 44 30
Coordinatrices : Karine CHAILLOU et Aurélie ARNAUD au 06 63 45 81 31*



ECHOBAT Développement (asso. loi 1901) est

un **réseau d'acteurs** qui a pour finalité l'organisation et le déploiement de dynamiques collectives afin d'accompagner le développement de l'éco construction sur le territoire ligérien.

Ses missions : Promouvoir l'éco construction. Former et conseiller les acteurs et les différents publics. S'investir dans la structuration de filières liées à l'éco construction. Construire des parcours d'insertion professionnelle, Coopérer avec les autres acteurs de l'éco construction.

Ses membres : entreprises, associations, structures d'insertion par l'activité économique, collectivités locales, centres de formations et de recherche.

Opérationnel depuis janv. 2012, il comprend désormais une trentaine de membres. Si l'initiative est partie du pays d'Ancenis, elle réunit désormais des acteurs des départements du 44, du 49 et du 85.

Les motivations de ses membres

- **s'appuyer sur le concept de développement durable** alliant performance économique, écologique et sociale.
- **Privilégier une approche pluridisciplinaire.**
- **S'inscrire dans une démarche territoriale**, facilitant les liens entre les différents acteurs d'un même territoire, pour construire un partenariat pérenne.
- **Intégrer une dimension d'utilité sociale** en encourageant les rapprochements entre le monde de l'entreprise, de la formation et celui de l'insertion par l'activité économique afin de faciliter les parcours d'insertion professionnelle. »

Les premiers résultats

- Le développement de formations initiales, continues et professionnelles en lien avec l'éco construction
- Le développement de parcours d'insertion professionnelle
- Le développement de filières liées à l'éco construction : travaux sur les filières « bois », « terre », « paille et chanvre »
- Le développement de coopération entre acteurs de l'éco construction par l'implication dans des réseaux locaux et nationaux
- Le développement de la communication autour de l'éco construction.

Contact : Laurent BOUYER au 06 43 24 76 81

Enjeux pour l'avenir

- **Encourager la qualification des jeunes** en formation initiale, continue et en alternance pour faciliter leur accès sur le marché du travail et leur intégration dans l'entreprise *en sensibilisant ces derniers au tutorat*, et pour permettre le renouvellement de main d'œuvre.
- **Renforcer la sécurisation des parcours professionnels** des demandeurs d'emploi et des salariés précaires (intérim, CDD, temps partiel...), et principalement des femmes, en lien avec les entreprises locales, notamment par la formation, l'amélioration des conditions d'emploi, la mixité des emplois...
- Créer, développer ou renforcer les **passerelles et les coopérations** entre le monde de l'entreprise et les acteurs de l'emploi et de l'insertion
- **Accompagner les entreprises dans leurs mutations** économiques, technologiques, sociales... en favorisant leur ouverture à leur environnement extérieur, à leur mise en réseaux, à leur connaissance des outils à leur service...